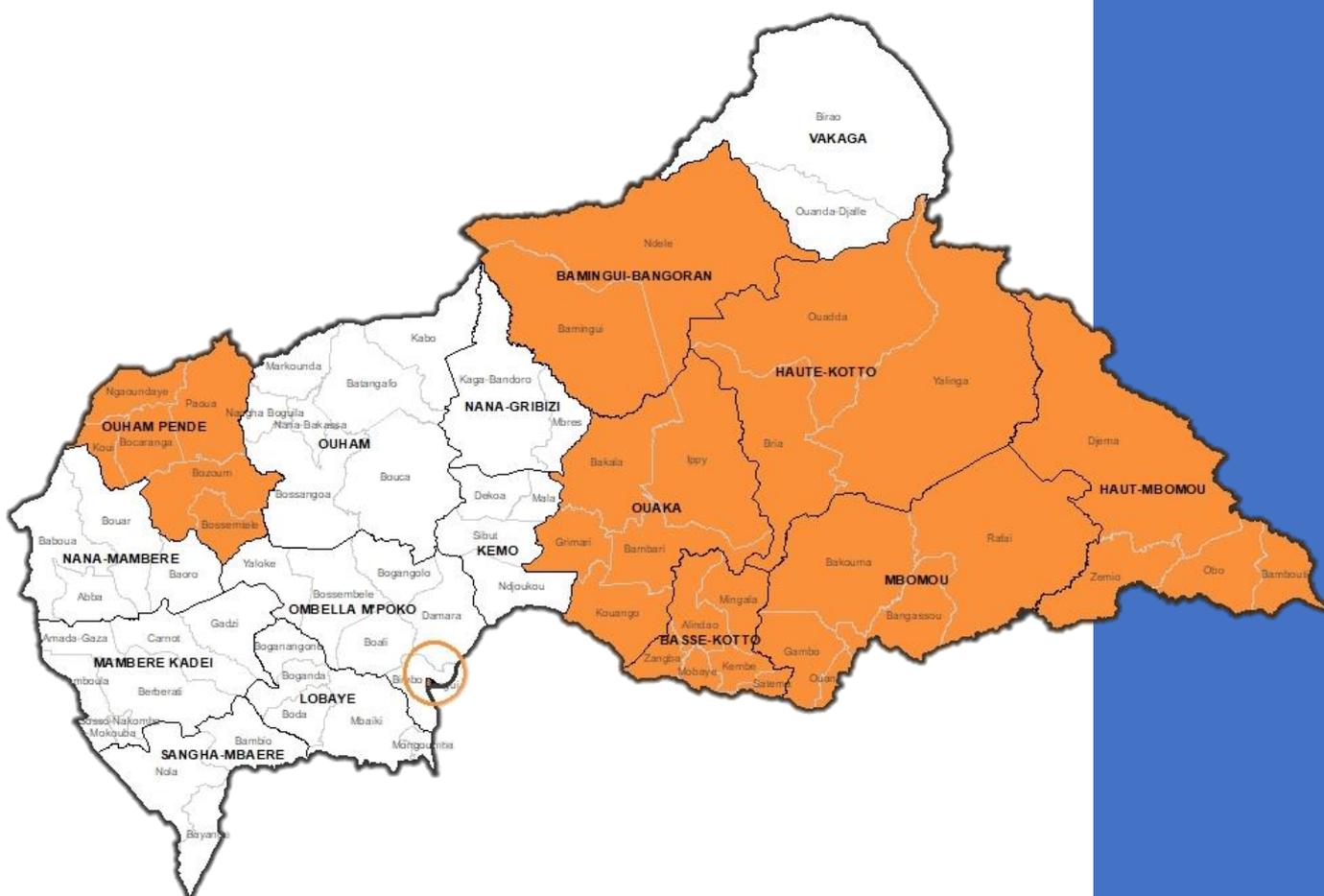


République Centrafricaine (RCA) Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Rapport 5 | Septembre 2018



Les activités de la DTM en RCA sont soutenues par :



Central
Emergency
Response
Fund



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



CHF



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations humaines et ordonnées sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels croissants de la gestion des migrations ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui
République Centrafricaine
E-mail: DTMRca@iom.int
Site internet: <http://www.globaldtm.info/rca/>

© OIM 2018

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
CONTEXTE	5
L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	6
METHODOLOGIE DE LA DTM	7
LIMITES	8
FAITS SAILLANTS	9
PROFIL DEMOGRAPHIQUE.....	9
APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS	10
POPULATION DEPLACEE INTERNE	12
Bamingui-Bangoran	13
Bangui	14
Basse-Kotto	14
Haute-Kotto.....	15
Haut-Mbomou	15
Mbomou	15
Nana-Gribizi.....	16
Ouaka.....	16
Ouham-Pende.....	17
POPULATION RETOURNEE DE RCA.....	18
Bamingui-Bangoran	19
Bangui	19
Basse-Kotto	20
Haute-Kotto.....	20
Haut-Mbomou	20
Mbomou	21
Nana-Gribizi.....	21
Ouaka.....	22
Ouham-Pende.....	22
POPULATION RETOURNEE D'AUTRE PAYS.....	24
Bamingui-Bangoran	26
Bangui	26
Basse-Kotto	26
Haute-Kotto.....	27

Haut-Mbomou	27
Mbomou	27
Nana-Gribizi.....	28
Ouaka.....	28
Ouham-Pende.....	28
HEBERGEMENT ET ABRI.....	30
ANNEXES	31

CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) a connu un conflit d'une grande violence ayant débuté en 2013. Ce conflit a causé la perte de milliers de vies humaines et engendré des déplacements massifs de sa population. Cinq ans après, l'insécurité demeure en RCA, causée par la présence de groupes armés s'affrontant pour le contrôle du territoire et ses ressources, continuant d'accentuer les déplacements de populations. Les attaques ou même rumeurs de mouvement des groupes armés continuent en effet de provoquer de nombreux déplacements de la population civile, bien qu'il existe par endroit quelques cas timides de retour vers les lieux d'origine à l'Ouest. A ce jour, plus de 1258 257 personnes continuent à être affectées par le conflit.

Entre juillet et septembre 2018, au moins 52 cas de violence envers la population civile ont été enregistrés sur l'ensemble du territoire centrafricain, causant la perte de plus de soixante personnes. Pour cette même période, environ 43 alertes faisant état d'affrontements ou conflits impliquant les groupes armés. 57% de ce type d'alerte fut enregistré uniquement durant le mois d'août.

Les mouvements de populations pour cette même période, sont dictées par la persistance des menaces perpétuelles que constituent les groupes armés. Sur ces quatre derniers mois (de Juin à Septembre 2018), sont reportées plusieurs alertes à travers le pays dont des cas d'enlèvements aussi bien d'enfants que d'adultes des violences créés par des affrontements entre groupes armés.

Les rumeurs d'attaques ou de ripostes dans les villages ou sur les axes qui demeurent hors du contrôle de l'administration constitutionnelle, constituent une part non négligeable des raisons de déplacements de la population. La situation sécuritaire en République Centrafricaine reste fortement instable et se traduit par des déplacements forcés et prolongés.

Dans ce contexte de déplacements importants, et dans un contexte où l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) occupe la place de co-dirigeant du Cluster pour la coordination et la gestion des camps (Camp Coordination and Camp Management, CCCM), l'Organisation a déployé l'outil de Matrice de suivi des déplacements (DTM) depuis décembre 2013. De plus, l'OIM collabore avec la Commission mouvements de population (CMP) et les acteurs du Cluster représentés sur l'ensemble du territoire.

L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le bureau de l'OIM en République Centrafricaine (RCA) a été établi fin 2013 en réponse aux questions migratoires et au déplacement résultant de la généralisation de la violence dans le pays. La mission de l'OIM en RCA met actuellement en œuvre les projets et interventions suivantes :

- **La Matrice de suivi des déplacements (DTM)** : Principal outil d'information de la communauté humanitaire sur la localisation des populations affectées par la crise. Le projet est actuellement uniquement mis en œuvre dans 9/17 préfectures, faute de financements.
- **Assistance à la réhabilitation/construction d'abris et résilience communautaire** : Il vise principalement à faciliter les retours au travers d'activités de réhabilitation, reconstruction d'habitats dans les localités concernées.
- **AVRR (Assistance et réintégration de retours volontaires)** : Il s'agit de l'assistance au rapatriement de migrants volontaires ayant fait la demande depuis un pays tiers pour regagner leur patrie pour des raisons diverses jugées acceptables par la mission pays.
- **CVR (réduction des violences communautaires)** : Le projet CVR implémenté à Bambari (préfecture de Ouaka), Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé) et Kaga-Bandoro (préfecture de la Nana-Gribizi) vise à proposer un début de réponse par la réintégration économique. Il intègre une composante cohésion sociale et réconciliation communautaire, une composante prévention de conflits et sensibilisation.
- **Projet pilote des Nations Unies pour la cohésion sociale, la prévention des conflits, la réduction des violences et le renforcement de la sécurité humaine en faveur de la jeunesse Centrafricaine** : Il a plusieurs missions au rang desquels soutenir les activités génératrices de revenus pour l'autonomisation des jeunes et des femmes, faciliter pour les victimes de conflits un meilleur accès au traitement contre le VIH, développer un cadre d'éducation civique pour la consolidation de la paix, soutenir et protéger les femmes et les filles des violences sexuelles basées sur le genre.
- **Projet de Stabilisation communautaire pour les communautés à haut risque à Ndele** : Avec une action immédiate à Ndélé et dans les villages environnants, principalement le long des axes Golongosso, Ngarba et Krakoma, son but est de maintenir et renforcer la dynamique de stabilisation communautaire, réduire le risque de recrutement et d'utilisation des jeunes par des groupes armés et de créer des conditions qui facilitent la réintégration des populations rapatriées dans le tissu social communautaire.

Les chiffres obtenus à travers l'outil DTM sont coordonnés avec des partenaires sur le terrain pour assurer une harmonisation humanitaire et une appropriation gouvernementale de ces informations.

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua et Kaga Bandoro.

METHODOLOGIE DE LA DTM

La matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM, en anglais) est un système qui permet de faire le suivi des mouvements de populations. Ce système est mis en œuvre afin de capturer, analyser et partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire, sur les déplacements et les besoins des personnes affectées par une crise

En République Centrafricaine, les données sont collectées avec des tablettes et envoyées en temps réel pour être centralisées dans une base de données électronique. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau d'information requis sont utilisés. Ainsi, des informations sont collectées à différents niveaux : sous-préfectures, villages / ville, lieux de déplacements (sites et communautés hôtes), et ménages.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés pour chaque phase de collecte des données :

- L'évaluation au niveau des sous-préfectures est menée auprès d'informateurs clés au niveau des chefs-lieux de sous-préfectures, et permet d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées ainsi qu'une estimation de leur effectif par sous-préfecture.
- Au niveau des villages, les données sont collectées auprès d'informateurs clés, dont les chefs de village, représentants de déplacés, et autres personnes pouvant fournir des informations sur les déplacés. Ce questionnaire permet d'identifier les sites et d'obtenir l'effectif des populations déplacées par village, ville et quartier.
- L'évaluation au niveau des sites est menée auprès d'informateurs clés représentant les populations vivant dans le site, incluant l'autorité en charge de la gestion de site. Cette évaluation permet d'obtenir les informations détaillées par thématique sur les sites, dont les besoins, services disponibles et vulnérabilités sommaires par site.
- Le quatrième et dernier niveau d'enquêtes est effectué avec les ménages déplacés. Cette composante inclut des groupes de discussion ainsi que l'administration d'un calculateur démographique auprès de 20 ménages sélectionnés aléatoirement. En fonction de la thématique abordée auprès des ménages, un plan d'échantillonnage préalable est soigneusement préparé pour permettre la représentativité des groupes cibles.

En RCA, la DTM suit les catégories de personnes suivantes :

- **Personne Déplacée Interne (PDI)** : « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».
- **Retourné en RCA** : Les personnes retournées sont des personnes qui ont quitté leur lieu habituel de résidence (anciennes PDI), se sont installées dans une autre localité en RCA et sont retournées dans leur sous-préfecture d'origine / lieu de résidence habituel.
- **Retourné de l'étranger** : Les personnes retournées d'un autre pays sont des personnes qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en RCA, qui ont été déplacées dans un autre pays et qui sont retournées en RCA / dans leur lieu de résidence habituel.

LIMITES

La DTM en RCA vise à contribuer et orienter la réponse humanitaire, en rendant disponible, pour la totalité du territoire centrafricain, les informations relatives aux flux de déplacements, aux besoins des populations mobiles, et aux vulnérabilités spécifiques engendrées par la crise qui affecte le pays. La mise en œuvre de la DTM à des intervalles réguliers en fait un outil permettant de fournir des informations à jour facilitant l'identification et l'évolution du déplacement et des besoins. Cependant, du fait de la complexité de la crise en RCA, certaines contraintes et difficultés affectent la mise en œuvre de la DTM, lesquelles contraintes sont principalement de nature sécuritaire, financière et logistique.

La situation sécuritaire instable et imprévisible qui prévaut dans le pays réduit la couverture géographique du projet, du fait des restrictions d'accès et risques encourus par les énumérateurs de la DTM. Dans ce sens certaines localités par exemple dans la Nana-Gribizi n'ont pas pu être évaluées (13 localités). La Basse-Kotto aussi n'a pas pu être totalement mise à jour.

De plus, les contraintes logistiques, liées à la sécurité et autres facteurs, restent importantes et ont également des répercussions sur la couverture géographique de la DTM. L'utilisation des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel (formulaires, tablettes) dans certaines zones retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. La saison des pluies a également un impact négatif sur les moyens de transport et l'accessibilité à certaines zones. Un autre problème majeur en RCA est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et internet) sur une partie importante du territoire, ce qui pose des problèmes de communication avec les énumérateurs de la DTM, d'envoi des données en temps réel, et de sécurité.

Enfin, la couverture géographique de la DTM est aussi affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes financières et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire Centrafricain.

Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique, l'OIM procède parfois à des évaluations par le biais d'entretiens téléphoniques, lorsque le réseau téléphonique le permet. L'OIM utilise son réseau d'informateurs clés identifiés dans les phases précédentes de la DTM afin de déterminer si ces zones difficilement accessibles ont connu des variations importantes du nombre de personnes déplacées accueillies. Ces données sont ensuite vérifiées dès que l'accès à la zone cible est de nouveau autorisée.

FAITS SAILLANTS



La DTM a identifié une population déplacée totale de 965 364 individus : 547 814 Personnes Déplacées Internes (PDI), 309 826 retournés de RCA (anciennes PDI) et 107 724 retournés d'autres pays.



1 050 localités de déplacement ou de retour ont été évaluées, ainsi que 38 sites officiels sur ceux recensés par la Commission mouvements de population (CMP).



26% des déplacements internes sont dus aux tensions intercommunautaires, tandis que 67% sont liés aux conflits armés. 6% des déplacements de PDI sont à titre préventif.



46% des retours d'anciennes PDI sont attribués à une amélioration des conditions sécuritaires, 34% à des raisons économiques, 15% à des raisons familiales, 5 % aux persécutions, et 1% à des raisons « autres » diverses.



63% des ménages identifiés vivent dans des familles d'accueil et 23% dans des sites. 13% des ménages sont en location, et 1% vivent dans des centres collectifs.

PROFIL DEMOGRAPHIQUE



La taille moyenne d'un ménage déplacé est de 7 personnes. 96% des ménages déplacés ont des enfants, et ces ménages ont 5 enfants en moyenne.



La population déplacée est composée à 49% d'hommes et à 51% de femmes.

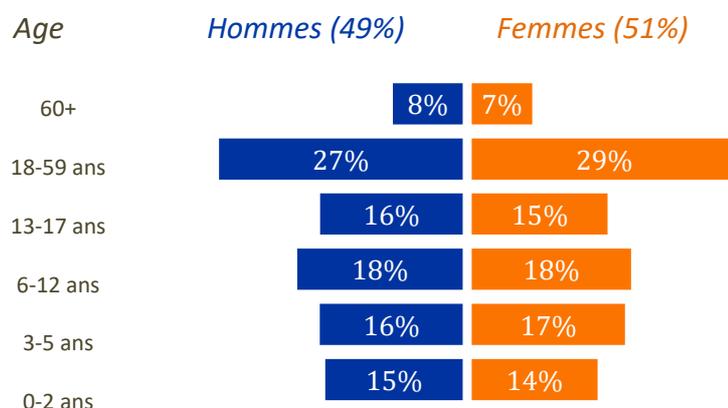


65% de la population est composée de mineurs ayant entre 0 et 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 6% des déplacés.

Graphique 1 : Répartition démographique de la population déplacée par âge et sexe



APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS

Pour cette phase de la DTM, la collecte de données a été menée du 20 septembre au 10 octobre 2018 dans 1 050 villages et 38 sites officiels de déplacés¹, répartis dans les préfectures de Bangui, Bamingui-Bangoran, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, Ouham-Pendé. Les catégories de populations mobiles suivantes ont été identifiées :



La proportion de déplacés internes demeure importante, ceux-ci représentant 57% de la population déplacée (contre 32% pour les retournés internes (anciennes PDI) et 11% pour les retournées de l'étranger). Les populations mobiles mentionnées ci-dessus ont été identifiées dans les neuf (9) préfectures couvertes pour ce round de la DTM (tableau 1).

En outre, 23% des PDI étaient déplacées depuis plus de trois ans, reflétant le caractère prolongé des déplacements (21% des PDI sont déplacés depuis moins d'un an).

Entre juillet septembre 2018, 7% de l'ensemble de la population déplacée interne a effectué un nouveau déplacement. Dans cette même période, de nouveaux flux retour (8% de l'ensemble d'anciens PDI) sont majoritairement présents dans le sud-Est (préfecture de Mbomou).

Tableau 1 : Distribution des populations mobiles par Préfecture (individus)

Préfectures	# Localités	PDI	Retournés RCA	Retournés autres pays	Total
Bamingui-Bangoran	55	9 121	5 834	1 729	16 684
Bangui*	24	39 505	16 165	17 435	73 105
Basse-Kotto**	61	64 045	17 440	4 128	85 613
Haute-Kotto	26	74 692	6 298	355	81 345
Haut-Mbomou	69	45 618	7 014	4 644	57 276
Mbomou	207	77 761	86 303	57 050	221 114
Nana-Gribizi*	178	118 400	70 752	1 934	191 086
Ouaka*	81	91 912	6 133	820	98 865
Ouham Pendé	349	26 760	93 887	19 629	140 276
Total	1,050	547 814	309 826	107 724	965 364

* Couverture partielle. Les données ne représentent que les sous-préfectures atteintes.

** Données du Round 4 (Juin 2018).

¹ Le site de Kongbo dans la Basse-Kotto n'a pas pu être évalué à cause de l'inaccessibilité en raison de la présence de groupes armés le long de l'axe menant à cette localité.

Les paragraphes suivants présentent les tendances et évènements marquants de la période de juillet à septembre 2018 :

- **Secteur Ouest** : L'Ouham-Pendé est la seule des préfectures de ce secteur, couverte par la DTM. Plusieurs alertes de sécurité ont été comptabilisées durant la période de juillet à septembre 2018, principalement du fait d'enlèvements, pillages et présence d'éléments armés dans certaines localités. 83 localités demeurent encore totalement vidées de leur population, notamment au nord-est de la commune de Paoua. Des contingents militaires ont été déployés dans cette zone, pour renforcer la sécurité, réduire les infiltrations transfrontalières et les incursions de groupes armés retranchés.

Néanmoins, malgré ces incidents, les acteurs humanitaires ont déployé des efforts afin de promouvoir le retour des populations déplacées, faciliter l'intégration sociale, et l'accompagnement des personnes retournées. En conséquence la population retournée (anciens PDI) représente 69% de l'ensemble de la population mobile dans le secteur, contre seulement 19% de PDI. 87% des localités couvertes dans l'Ouham-Pendé accueillent des retournés. Environ 249 localités de la préfecture auraient bénéficié d'une assistance humanitaire ponctuelle ou continue sur les trois derniers mois.

- **Secteur Centre** :
- Neuf cas d'affrontement impliquant des groupes armés ont entraîné plus de 40 morts et causé des déplacements importants de populations par mesure préventive et par peur de représailles. Plusieurs cas de barrières illicites érigées ont également été signalés à travers ce secteur. 19 localités demeurent encore totalement vidées de leur population jusqu'à ce jour. Ceci explique pourquoi les conflits intercommunautaires et les déplacements préventifs représentent 34% des raisons de déplacement identifiées par la DTM dans cette zone entre janvier et septembre 2018. Sur la totalité de la population mobile présente dans les préfectures couvertes par la DTM (Bamingui-Bangoran, Bangui, Nana-Gribizi, Ouaka, et Basse-Kotto), les PDI représentent une proportion de 72%, majoritairement concentrées dans les Préfectures de Nana-Gribizi et de Ouaka. Sur les trois derniers mois, près de la moitié des localités couvertes dans ce secteur auraient bénéficié d'une assistance humanitaire².

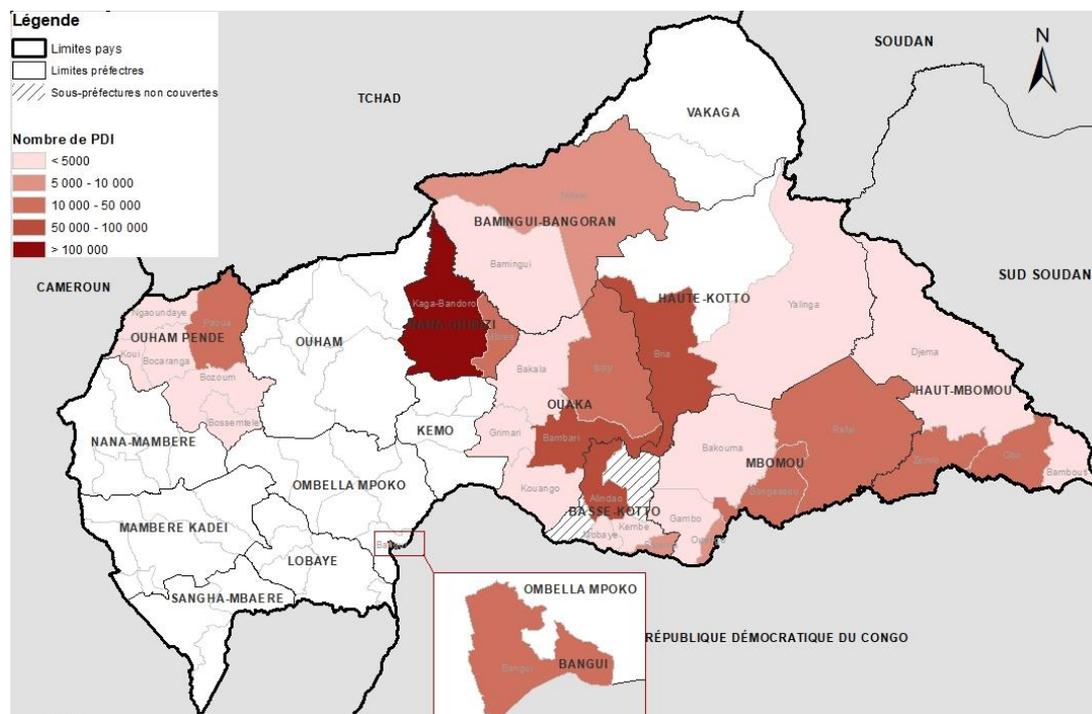
- **Secteur Est** :
- Dans ce secteur, qui regroupe 4 préfectures, dont 3 couvertes par la DTM (Mbomou, Haut-Mbomou, Haute-Kotto), des affrontements armés ont causé la mort d'environ 60 personnes durant la période entre juillet et septembre 2018. Plusieurs cas d'enlèvement et de morts de PDI ont également été signalés. Les axes Bria-Yalinga, et Bria-Irabanda-Bakouma sont classifiés comme les axes présentant le plus de risques aux populations. La population déplacée de ce secteur représente le double de sa population retournée, qui est principalement concentrée dans le Mbomou.

² Pour cette mention, la Basse-Kotto est exclue car la collecte de données n'a été que partielle.

POPULATION DEPLACÉE INTERNE

Un total de 547 814 personnes déplacées internes (114 188 ménages) a été identifié dans les neuf (9) Préfectures visées par ce round de la DTM. La carte ci-dessous illustre la répartition géographique des personnes déplacées internes par sous-préfecture couverte.

Carte 1 : Répartition des personnes déplacées internes (individus)



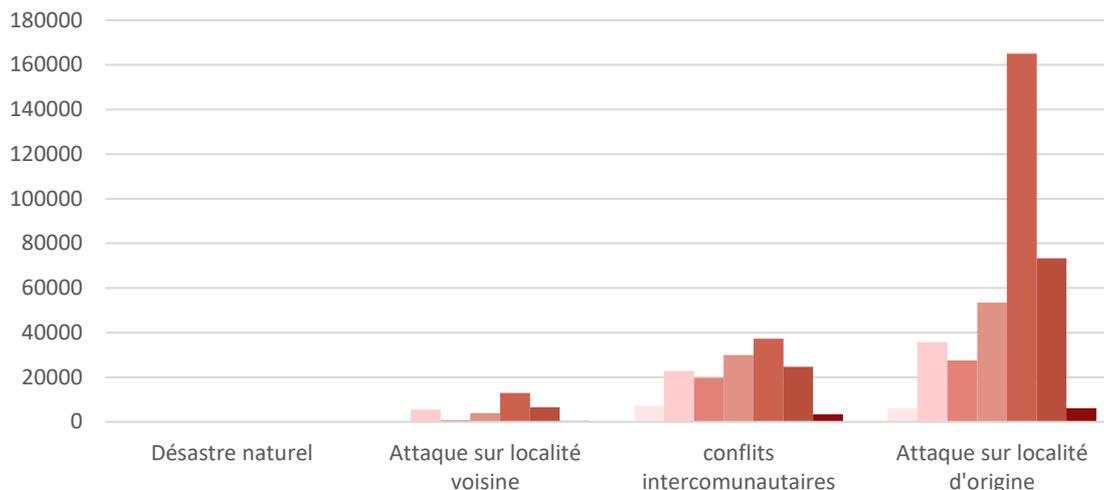
Au total, 75% des mouvements des personnes déplacées internes ont eu lieu dans la même sous-préfecture, contre 16% entre deux sous-préfectures de la même Préfecture, et 9% entre différentes Préfectures.

La plupart des PDI (39%) a été déplacée en 2017. Toutefois, un nombre important de PDI (23%) a été déplacé depuis plus de trois ans (2013 à 2015), reflétant le caractère durable et prolongé des déplacements, face aux limites d'opportunités s'offrant aux populations déplacées. En outre, 21% des PDI ont été déplacées en 2018 (dont 2% depuis août), indiquant que la crise et les affrontements dans le pays continuent de générer des déplacements importants.

En effet, la grande majorité des personnes déplacées internes a été déplacée du fait de conflits armés (367 334 individus, 67%) et de conflits intercommunautaires (145 111 individus, 26%). Les individus restants ont été déplacés à la suite d'une attaque sur la localité voisine à celle d'origine (30 260 individus, 6%), d'autres raisons non spécifiées (5 032 individus, 1%) ou de catastrophes naturelles (77 individus, <1%).

La majorité des PDI déplacées depuis juillet 2018 se trouve dans les préfectures de la Haute-Kotto (42% du total de la période), Bangui (33% du total de la période), Haut-Mbomou (12% du total de la période) et Mbomou (6% du total de la période). Ces trois dernières ont été le lieu de tensions et de conflits communautaires³ depuis un certain nombre de mois, tandis que les déplacements en Haute-Kotto étaient majoritairement liés aux conflits armés.

³ La Basse-Kotto a également fait l'objet d'affrontements armés mais, faute d'accès en raison de la situation sécuritaire, la collecte de données n'y a été que partielle et les données ne sont pas comprises dans ce rapport.

Graphique 2 : Principales raisons de déplacement de PDI cumulées par année de déplacement

La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les PDI pour chacune des préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

9 121 Individus / 1 871 Ménages

La totalité de la préfecture (55 localités accueillant les flux de populations mobiles) a été évaluée lors de cet exercice, dont 53 localités abritant des PDI dans les sous-préfectures de Ndélé (6 711 individus) et de Bamingui-Bangoran (2 410 individus).

16% des déplacements de PDI sont internes à chacune de ses sous-préfectures, contre 83% en provenance d'une autre préfecture. Concernant ces flux provenant d'autre préfectures, Bangui (40%), Haute-Kotto (30%), et Nana-Gribizi (23%) demeurent les trois préfectures de provenance les plus citées. 70% des déplacements sont attribués aux conflits armés.

Dans la préfecture les PDI sont en baisse en comparaison au round précédent, principalement à cause de la difficulté à se procurer les moyens de subsistance, mais aussi du fait de questions sécuritaires pour les villages isolés les plus proches de la frontière. Les mouvements de PDI sont en conséquence pendulaires entre les localités hôtes de la sous-préfecture de Ndélé, et le camp de réfugiés centrafricains du côté de Moyo (Tchad).



Egalement, suite à la récurrence des menaces que subissent les populations par les hommes armés aux alentours des zones minières dans la Préfecture de Nana-Gribizi, un total d'environ 308 individus PDI se seraient déplacés vers la préfecture de Bamingui-Bangoran pour y trouver refuge. Elles seraient Issues des communes de Mbrès et Givai-Pamia, ces ménages vivent actuellement dans les communes de Vassako (localités de Yambala, Mbengou, Guirra) et Dar-El-Kouti (localités de Sultan 2 et de Rounga).

8% des PDI ont été déplacés en 2013, 8% en 2014, 5% en 2015, 21% en 2016, 27% en 2017, 25% entre janvier et juin 2018 et 4% entre juillet et septembre 2018. Outre la rareté de l'eau potable, les PDI souhaitent un appui pour réfectionner leurs abris, et un soutien financier pour accompagner la relance économique et l'éducation de leurs enfants.

Bangui

39 165 Individus / 7 901 Ménages

Le 3^e arrondissement de la préfecture de Bangui a récemment connu une période de tensions opposant des groupes d'auto-défenses rivaux, ce qui a suscité des déplacements de PDI qui habitaient certains quartiers peuplés de cette commune. Ainsi, 9 quartiers de la ville⁴, qui servent de zone de retranchement de groupes armés, ne comptent désormais plus de population civile. En conséquence, 24 quartiers du 3^e arrondissement accueillent désormais les populations cibles de la DTM. 21 de ces quartiers accueillent la population déplacée interne (39 165 PDI). De nombreux ménages PDI précédemment identifiés dans l'arrondissement, ont désormais quitté l'arrondissement pour d'autres arrondissements de la préfecture, ramenant de 33 à 24 le nombre de quartiers d'accueil.

La plupart des PDI vivant dans le 3^e arrondissement vivent en déplacement depuis 2014 (42%) et 2015 (32%). 8% des PDI actuelles du 3^e arrondissement de Bangui ont été déplacés après juillet 2018, et celles-ci viennent principalement du même arrondissement.

49% de l'ensemble des PDI vivant dans le 3^e arrondissement de Bangui proviennent de la même préfecture, 26% de l'Ombella M'Poko, 16% d'Ouaka, 6% de Haute-Kotto et 3% de Nana-Gribizi. La presque totalité des PDI vivant à Bangui a été déplacée par les conflits intercommunautaires.

Les quartiers Issongo, Yalao 2, Gbaya Dombia 2, Ouham Guida, et Yalao 1 sont les cinq quartiers accueillant le plus de personnes déplacées internes au sein du 3^e arrondissement de Bangui.



Basse-Kotto

64 045 Individus / 14 805 Ménages

La préfecture n'a pas fait l'objet d'une évaluation complète pour ce round DTM, en raison de contraintes logistiques et de la présence de groupes armés pendant la période allouée à la collecte de données. Une collecte de données prenant en compte les sous-préfectures de Mingala (26 localités) et Zangba (32 localités) est en cours, et les résultats seront inclus dans le prochain rapport DTM.

Selon la collecte de données précédente, 12% des PDI proviennent d'une préfecture voisine, à savoir Mbomou (9%) par sa frontière Est, et Ouaka (3%) par sa frontière Nord-Ouest. Le reste des mouvements de PDI sont internes à chacune des sous-préfectures ou d'une sous-préfecture à l'autre. La quasi-totalité des déplacements sont liés à la présence de groupes armés et aux multiples conflits ou d'autres cas de violences en lien avec ces conflits. 6 sites officiels de PDI, essentiellement situés dans la sous-préfecture d'Alindao, accueillent environ 67% des PDI de la préfecture. Le Site de la Mission Catholique compte le plus de PDI.

Enfin, 67% de cette population a été déplacée en 2017 et 33% entre janvier et mars 2018. Les déplacements minoritaires en provenance de Ouaka ont eu lieu essentiellement en 2017. Par contre on enregistre des flux en provenance de Mbomou en 2017 et entre janvier-mars 2018, du fait de la forte présence des groupes armés UPC et Anti-balaka sur l'axe Gambo (Mbomou)–Kembé- Alindao.



⁴ Kokolo 2, Gbatouri, Souma potopoto, castors, Yambassa, Sara-Kaba, Sara Dah, Banga Sara 2, Banga Sara 1.

Haute-Kotto

74 692 Individus / 14 269 Ménages

Un total de 74 692 PDI vivent dans 26 localités de la préfecture. Les sous-préfectures de Bria (71 522 individus) et Yalinga (3 170 individus) hébergent l'essentiel de la population PDI.

Les flux sont essentiellement (à 98%) en provenance de cette même préfecture. Les 2% restants proviennent de Nzacko, localité de la sous-préfecture de Bakouma dans le Mbomou, et ont été déplacés suite à des conflits armés dans cette localité.

A la suite d'actes de violence envers la population civile ces trois derniers mois, un nombre important de déplacements a eu lieu. En conséquence, 6% des PDI identifiées dans la Préfecture ont été déplacées entre août et septembre 2018. En outre 12% des PDI se sont déplacées entre janvier et juin 2018. 45% des PDI identifiées en Haute-Kotto ont été déplacées en 2017, tandis que 30% l'ont été en 2016. 7% des PDI se sont déplacées entre 2013 et 2015.

Les conflits armés et violences sur la population civile sont à l'origine de 97% des déplacements en Haute-Kotto, contre 3% de mouvements préventifs.



Haut-Mbomou

45 618 Individus / 10 351 Ménages

La préfecture du Haut-Mbomou, comprenant 69 localités, a pu être entièrement évaluée au cours de ce round DTM, et les 69 localités abritant les PDI ont toutes fait l'objet d'évaluation. Les PDI sont répartis entre les sous-préfectures d'Obo (28 531 individus), Zémio (14 471 individus), Djéma (1 957 individus) et Bambouti (659 individus).

94% des PDI proviennent de cette même préfecture, tandis que 4% proviennent de la Ouaka, 2% du Mbomou et Haute-Kotto.

Moins d'un pourcent des PDI identifiées dans la préfecture est déplacé depuis 2013, tandis que 21% le sont depuis 2014, 4% depuis 2016, 63% depuis 2017, 8% entre janvier et juin 2018, et 3% depuis juillet 2018.

La dernière vague de déplacements fait suite à la dégradation de conditions sécuritaires en lien avec les tensions communautaires dans les sous-préfectures de Zémio (localités de Mama, Maboussou, Bandassi, Digbia) et Gambo (communauté d'éleveurs venant de Pombolo). De manière plus générale, la majorité des déplacements de PDI dans la préfecture (60%) sont dus aux conflits engendrés par les groupes armés, 32% sont dus aux conflits intercommunautaires et 8% des mouvements de PDI n'ont pas de raison spécifiée.

5 sites formels accueillent 17% (7 891 individus) des PDI de la préfecture, à savoir les sites de Mboki, Gendarmerie, Communauté de Peuhls (Boyo), Zémio, et Gambo.



Mbomou

77 761 Individus / 16 370 Ménages

Répartis dans près de 207 localités, les 77 761 PDI qu'accueille actuellement la préfecture sont répartis entre les sous-préfectures de Bangassou (47 561 Individus), Rafai (14 004 Individus), Ouango (8 303 Individus), Bakouma (4 110 Individus) et Gambo (3 783 Individus).



5% des PDI sont déplacés depuis 2013, 1% entre 2014 et 2016, 70% depuis 2017, 24% entre Janvier et Juin 2018, 1% entre Juillet 2018 et ce jour.

De plus, 88% des mouvements identifiés ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Mbomou. 10% des PDI de la préfecture viendraient du Haut-Mbomou, et 3% de la basse-Kotto.

Quatre sites formels (un dans la sous-préfecture de Bangassou (Site petit-séminaire) et trois dans celle de Rafai (Site Aim, Site A et Site B)) accueillent actuellement 9% (9 934 individus) des PDI vivant dans la préfecture. Deux sites de la sous-préfecture de Gambo (Site sous-préfecture et Site Gendarmerie) ont été vidés de leur population au profit des flux retour, justifié par le déploiement récent de patrouilles de l'armée régulière dans la ville de Gambo.

Nana-Gribizi

118 400 Individus / 24 938 Ménages

La préfecture accueille 118 400 PDI répartis entre les sous-préfectures de Kaga-Bandoro (106 329 individus) et de Mbrès (12 071 individus). 177 localités d'accueil hébergent actuellement les PDI, tandis que la préfecture compte 12 localités vides (désertées à la fois par les PDI et la population hôte). Treize localités accueillant des PDI n'ont pas été évaluées en raison de barrières érigées par des éleveurs Peuhls au moment de la collecte de données (cas de Grivaï-Paia).

L'essentiel des déplacements de PDI s'est effectué dans les limites de la Préfecture. La majorité des PDI identifiées dans la Préfecture (66%) a été déplacée cause de tensions intercommunautaires. Un tiers (33%) des déplacements ont été causés par des affrontements dans les localités d'origine des PDI, tandis que les déplacements dus aux attaques dans les villages environnants représentent 6% du total des PDI.



24% des PDI sont déplacés entre 2013 et 2015, 16% depuis 2016, 39% depuis 2017, 19% entre janvier et juillet 2018, et 2% depuis août 2018. Depuis le début de l'année 2018, les conflits survenus dans les localités d'origine sont la cause de 69% des déplacements enregistrés, contre 24% dû aux tensions communautaires. 6% des déplacements ont été effectués par mesure préventive.

La Nana-Gribizi demeure un fief important de groupes armés, qui cohabitent avec les populations civiles. Cela engendre un climat de tension permanente et d'insécurité manifestée par des affrontements armés et des attaques récurrentes sur la population civile.

4 sites accueillent 21 253 individus PDI (2 000 de plus qu'en juillet 2018), représentant 18% du total des PDI de la préfecture. Il s'agit des sites de Kaba, lazaret, Mbella, et Minusca, tous localisés dans la sous-préfecture de Kaga-Bandoro.

Ouaka

91 912 Individus / 18218 Ménages

91 912 PDI vivent actuellement dans la préfecture de Ouaka, et plus précisément dans les sous-préfectures de Bambari (80 159 individus), Ippy (10 670 individus), Grimari (565 individus), Bakala (360 individus), et Kouango (158 individus). 79 quartiers et villages de la préfecture ont été identifiés comme localités d'accueil



de PDI⁵. L'axe Bambari-Kouango demeure presque non fréquenté à ce jour car y est signalée une présence d'assaillants.

95% des déplacements ont eu lieu à l'intérieur des limites de la préfecture, tandis que 4% des PDI proviennent de la préfecture de la Haute-Kotto.

81% de ces déplacements sont attribués aux conflits intercommunautaires, 12% aux conflits opposants des groupes armés dans les villages d'origine, et 6% aux attaques sur les localités voisines.

Les périodes de tensions au sein de la préfecture qui se sont succédées depuis le début de la crise ont été accompagnées par des vagues de déplacements de populations. Ainsi, tandis que moins d'un pour cent des PDI ont été déplacées en 2013, 19% le sont depuis 2014, 19% depuis 2015, 18% depuis 2016, 23% depuis 2017 et 15% entre janvier et juin 2018. Moins d'un pour cent des PDI ont été déplacées entre juillet et septembre 2018.

Sur les 16 sites de PDI de la préfecture, seuls 13 accueillent encore actuellement la population déplacée. Les PDI en site représentent près de 17% de l'ensemble des PDI de la préfecture.

Ouham-Pende

26 760 Individus / 5 465 Ménages

Les 6 sous-préfectures de l'Ouham-Pendé ont été couvertes lors de cet exercice, permettant d'identifier 26 760 PDI répartis dans 265 localités et quartiers au sein des 6 sous-préfectures : Paoua (18 892 individus), Bocaranga (3 986 individus), Ngaoundaye (1 834 individus), Kouï (1 513 individus), Bozoum (432 individus) et Bossemtélé (103 individus).

96% des PDI vivant dans l'Ouham-Pendé ont été déplacées à l'intérieur des limites de la préfecture, et près de 3% ont été déplacées depuis l'Ouham, contre 1% depuis la Préfecture de Nana-Mambéré. A noter que, entre juillet et septembre 2018, le nombre de retours observés (93 887 individus retournés) dans la Préfecture est deux fois plus important que le nombre de déplacements, reflétant les conditions sécuritaires plus stables prévalant dans la Préfecture. Cependant, plusieurs localités frontalières au Nord-Est de la sous-préfecture de Paoua demeurent encore sans accès et dangereuses pour la population civile. Le renforcement progressif des effectifs de l'armée régulière appuyé par la MINUSCA pourrait encourager davantage de retours sur les mois à venir.

97% de la population PDI s'est déplacée en raison de conflits, tandis que 3% de déplacements sont attribués aux tensions intercommunautaires.

Moins de 13% des PDI de l'Ouham-Pendé ont été déplacé entre 2013 et 2016. Par contre 52% le sont depuis 2017, 35% entre Janvier et Juillet, et moins d'1% de juillet à septembre 2018.

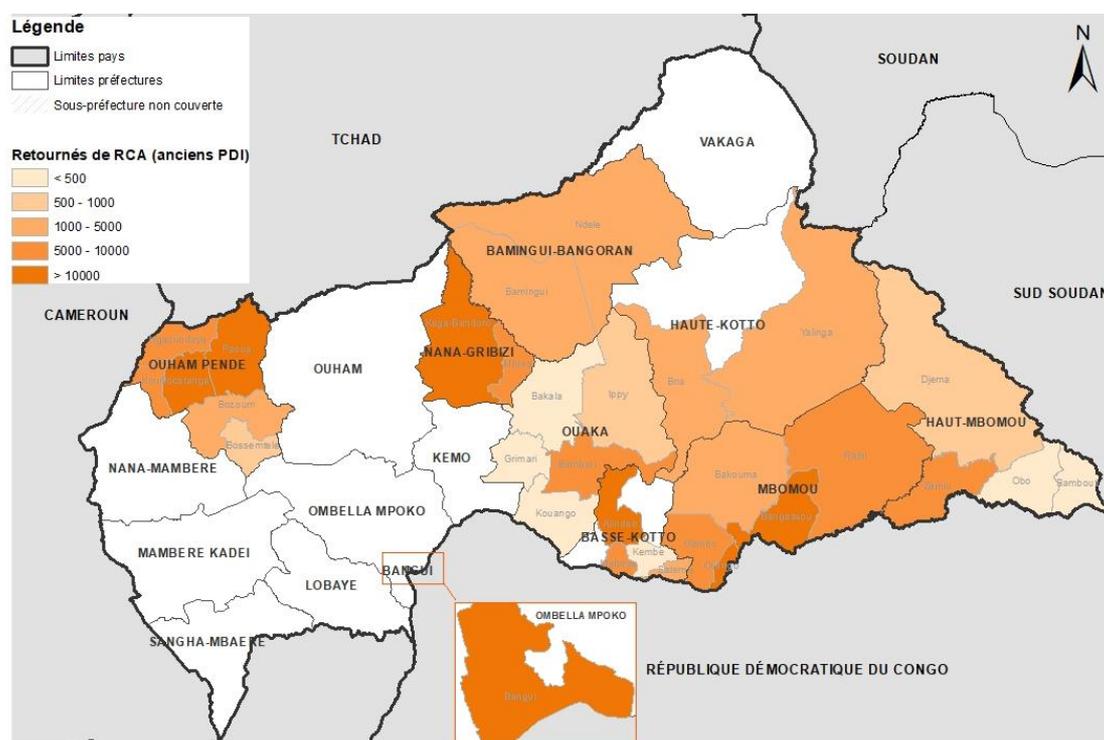


⁵ Certaines zones, telles que Boyo, demeurent encore inaccessibles du fait de la présence de groupes armés dans ces zones,

POPULATION RETOURNEE DE RCA

Un total de **309 826 retournés de RCA** (62 745 ménages) a été identifié dans les neuf (9) préfectures visées par ce round DTM. Il s'agit exclusivement de personnes précédemment déplacées sur le territoire centrafricain, mais qui sont depuis lors rentrées vers leur zone d'origine. La carte ci-dessous illustre la répartition géographique des retournés de RCA.

Carte 2 : Répartition des retournés de RCA (individus)



Les personnes retournées internes (personnes précédemment déplacées à l'intérieur du pays et retournées dans leur zone d'origine) représentent 10% de la population déplacée identifiée pour ce round. 79% des retournés de RCA étaient déplacés dans la même sous-préfecture, contre 11% qui avaient été déplacés dans une autre sous-préfecture d'une même Préfecture. 10% des retours ont eu lieu d'une préfecture à une autre.

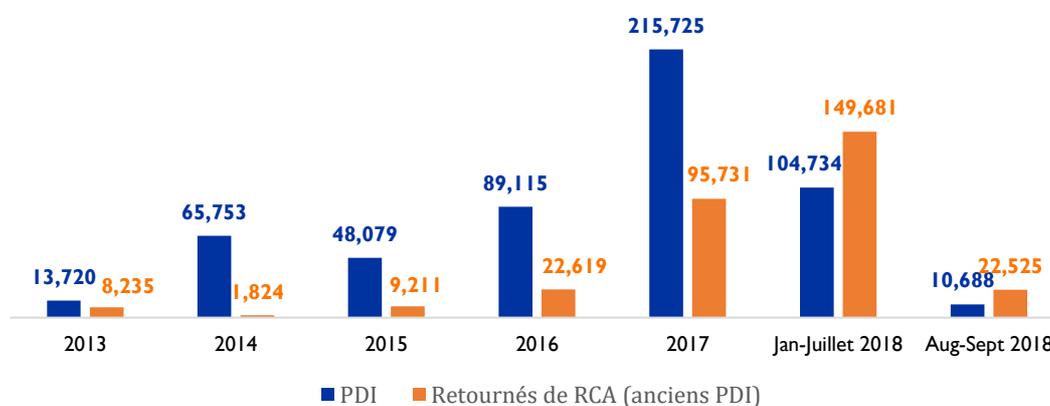
Le nombre de retours d'anciennes PDI, sur l'ensemble des préfectures couvertes par la DTM, a crû depuis 2013. Alors que 5% des retours ont eu lieu entre 2013 et 2015, 7% des personnes retournées sont retournées dans leur zone d'origine en 2016, 31% en 2017, 56% pour les seuls huit premiers mois de 2018.

Dans l'ensemble, la motivation majoritaire des retours est l'amélioration des conditions de sécurité (46%), les besoins de revitalisation économiques (34%), les contraintes familiales (15%), et les discriminations perçues dans le lieu de déplacement (5%). Pour 1% des personnes retournées, les raisons du retour n'étaient pas connues.

Le graphique ci-dessous fait la comparaison, par année, entre le nombre de PDI et le nombre de personnes retournées internes. Il illustre la nature complexe de la crise touchant la RCA, provoquant des déplacements nouveaux et prolongés ainsi que des retours. Il met également à jour la proportion de plus en plus importante des retours parmi les mouvements des populations cibles, bien qu'il faille souligner que cette observation est locale (à considérer pour certaines préfectures comme l'Ouham-Pendé, cette analyse ne se confirme pas

forcément l'accroissement des retours dans les autres préfectures). Ainsi, le nombre de personnes retournées en 2018 est plus supérieur au nombre de personnes nouvellement déplacées.

Graphique 3 : Nombre de PDI et retournés (anciens PDI) par année de déplacement et de retour



La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les retournés de RCA pour chacune des préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

5 834 Individus / 1 170 Ménages

La préfecture accueille 5 383 retournés dans leurs localités d'origine au sein des sous-préfectures de Bamingui (58% du total) et Ndélé (42%).

Plus de la moitié de ces retournés sont issus d'autres préfectures, majoritairement la Nana-Gribizi (27%), Bangui (26%) et Haute-Kotto (21%). Seul 20% du flux de retournés de cette préfecture s'était déplacé sans franchir les limites de Bamingui-Bangoran. Depuis le dernier round, la préfecture connaît une baisse simultanée de sa population PDI et retournée. En effet, la population située dans les localités le long des axes près de la frontière ne se sentant toujours pas en sécurité, aurait choisi de regagner le camp de Moyo au Tchad. Par ailleurs, les conditions difficiles dans lesquelles vivent également certains PDI au sein des familles d'accueil, suscite la recherche de meilleures opportunités et conditions de vie.

Les proportions de retour sont respectivement de 5% en 2013, 5% en 2014, 3% en 2015, 8% en 2016, 40% en 2017, 38% entre janvier-juillet, et moins d'1% d'août à septembre 2018. Les raisons familiales sont les premiers facteurs à l'origine des retours effectués après juillet 2018, car alors plusieurs des retournés se sentaient persécutés dans la localité d'accueil en tant que PDI.



Bangui

16 165 Individus / 3 197 Ménages

La préfecture de Bangui, dans son 3^e arrondissement, accueille 16 165 retournés. Kokolo 3, Yaloa 1 et Fondo sont les trois quartiers abritant le plus de retours.



La population retournée représentée dans le 3^e arrondissement a permis d'identifier uniquement des retours ayant eu lieu depuis 2015 (7%), 2016 (82%), Janvier-juillet 2018 (<1%), et août-septembre 2018 (11%). Seules les raisons économiques et sécuritaires sont les motifs de la dernière vague de retours, en provenance de Ouaka, Ombella M'poko, et Nana-Gribizi.

Basse-Kotto

17 440 Individus / 3 562 Ménages

Sur les 61 localités accueillant la population mobile de la Basse-Kotto, 47 hébergent un total de 17 440 personnes retournées répartis entre les sous-préfectures d'Alindao (57%), de Mobaye (33%), et de Satéma (9%).

98% du flux retour est interne à la préfecture, tandis que 2% est en provenance de la préfecture de Ouaka. Les localités de Pavica 16, Banda Deka, Angazeu Kongbo, Pada 2, et Kouangba sont respectivement les cinq premiers foyers de concentration de retournés au sein de la préfecture. Les mouvements de retour dans cette préfecture ont débuté entre 2017 et se poursuivent jusqu'en juin 2018, avec un pic de retour entre janvier et mars 2018 (66% du flux retour dans la préfecture).

Enfin, les raisons de retour incluent le besoin d'ouvertures économiques (31%), une amélioration de la sécurité (28%), des raisons familiales (23%), et des problèmes de discrimination / persécution dans les zones de déplacement (4%). 13% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine pour des raisons autres non spécifiées.

La zone n'ayant pas été totalement couverte, il est signalé une présence de PDI et retournés dans les communes de Zangba et Mingala.



Haute-Kotto

6 897 Individus / 2 750 Ménages

La Haute-Kotto accueille 6 897 retournés regroupés au sein de 22 localités, respectivement dans les sous-préfectures de Bria (58%) et Yalinga (42%). La sous-préfecture de Ouadda n'héberge pas de retournés mais plusieurs cas d'enlèvement y sont signalés.

Les retours en provenance d'autres préfectures représentent 10% de l'ensemble, à savoir Ouaka (5%), Bangui (3%) et Bamingui-Bangoran (2%).

Alors que 37% des retours sont motivés par des raisons économiques, 30% sont dû à une meilleure sensation de sécurité en zone de retour. La préfecture est continuellement sous la double emprise d'exactions commises par le LRA, et les individus infiltrés depuis la frontière Est commune au Soudan du Sud. Les mois d'août et de septembre ont connu des affrontements sans répit entre groupes armés, ce qui expliquerait la faible proportion de retours en comparaisons aux PDI.



Haut-Mbomou

7 014 Individus / 1 647 Ménages



Le Haut-Mbomou accueille 7 014 retournés regroupés au sein de 24 localités de la sous-préfecture d'Obo. Le nombre de retournés est au hausse du fait de l'extension de la couverture en comparaison au round précédent.

Depuis le dernier round dans la commune de Zémio, les localités de Bodjokpo et Argue ont accueilli environs 530 individus retournés en provenance de Koumboli, localité de la même commune. Les violences perpétrées par les éléments du LRA et de l'ex UPC sont continues et rendent imprévisible la vie des communautés encore en situation de déplacement.

Les retournés proviennent à 97% de l'intérieur de la préfecture du Haut-Mbomou, tandis que 3% sont retournés de la préfecture de Mbomou (localités de Dembia et Louete). Les retours dans la préfecture ont débuté dès 2017 (4 882 individus), se sont poursuivis faiblement depuis le début de l'année 2018 (2 132 individus).

Les raisons économiques représentent l'essentiel du motif de retour pour les deux-tiers de la population identifiée dans la préfecture, suivies des raisons familiales (23%). L'amélioration de la sécurité en zone de retour est faiblement évoquée (12%), confirmant l'état d'insécurité qui y règne en continue. Les cas de retour suite aux actes de persécution en zone de déplacement représentent une proportion de 3% à l'échelle des retours de la préfecture.

Mbomou

86 303 Individus / 17 571 Ménages

La préfecture accueille **86 303 retournés** précédemment déplacés en RCA ; recensés dans 136 localités de la préfecture, la population retournée est présente dans les sous-préfectures de Bangassou (57%), Ouanga (24%), Rafai (9%), Gambo (8%) et Bakouma (2%). Il s'agit de la deuxième préfecture abritant le plus de retournés, après l'Ouham-Pendé.



99% de ce flux est constitué de PDI qui s'étaient déplacés dans la même préfecture. Par contre 1% de ces retours seraient en provenance de Bangui en 2017 et début 2018. 8% des retours dans Mbomou sont effectués depuis 2013, 1% entre 2015 et 2016, 32% en 2017, 47% entre janvier-juillet 2018, et 12% entre août-septembre 2018.

Malgré l'instabilité sécuritaire dans la préfecture, 44% des raisons de retour incluent une meilleure sécurité que lors du déplacement initial. 31% incluent les motivations familiales, 20% les raisons économiques, 4% les actes de persécution en zone de déplacement. Les localités de Yongofongo 2, Kamngbague, Agoumar, Falanze et Ngombi sont les cinq grands villages accueillant la population retournée.

Nana-Gribizi

70 752 Individus / 14 053 Ménages

La préfecture de Nana-Gribizi hébergerait environs 70 725 retournés, localisés dans près de 162 localités de la préfecture. Cette population serait répartie entre les sous-préfectures de Kaga-Bandoro (90%) et Mbrès (10%).



Les retours vers la préfecture sont progressifs depuis 2014, et la majorité des retours (44%) est enregistrée en 2017. 30% des retours sont enregistrés entre janvier-juillet 2018, et 7% depuis le mois d'août 2018.

Les raisons économiques sont le premier facteur de retour (47%), suivi d'une amélioration progressive de la sécurité dans les zones de retour (26%), les raisons familiales (13%), les problèmes de discrimination / persécution dans les zones de déplacement (13%). Les retours pour raisons non spécifiées constituent moins d'1%. Ces tendances sont susceptibles d'évoluer, car environ 19 localités n'ont toujours pas pu être couvertes lors du round DTM pour des raisons sécuritaires.

Ouaka

6 113 Individus / 1 228 Ménages

La préfecture a été entièrement couverte lors de cet exercice, et 6 113 retournés de RCA ont été identifiés dans 56 localités/quartiers de la préfecture. Il s'agit du premier exercice DTM couvrant l'ensemble de la préfecture de Ouaka, contrairement aux précédents rounds. Les retournés sont répartis dans les sous-préfectures de Bambari (83%), Ippy (11%), Bakala (6%), et Kouango (<1%).

81% des retours ont eu pour cause un sentiment d'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone d'origine, et 10% sont attribués à des raisons économiques. Les retours causés par la discrimination en zone de déplacement représentent 7% des retours, tandis que 2% des retours sont pour raisons familiales ou d'autres raisons non spécifiées. 30% des retours sont en provenance d'une autre préfecture, à savoir Nana-Gribizi (11%), Bangui (12%), Kémo (4%) et Haute-Kotto (3%). La préfecture est un centre d'échanges économique important, ce qui en fait une destination pour la population en recherche d'opportunités économiques.

Les retours dans la préfecture ont progressé depuis 2016 : 1% des retours vers la Préfecture de Ouaka ont eu lieu en 2015, 1% en 2016, 28% en 2017, 63% entre janvier-juillet 2018, et 6% entre août et septembre 2018. Les retours identifiés lors de la dernière période sont essentiellement dûs à l'amélioration des conditions sécuritaires.



Ouham-Pende

93 887 Individus / 18 825 Ménages

L'Ouham-Pendé connaît beaucoup de mouvements de retours depuis le mois de mai 2018. A ce titre, elle accueille 93 887 individus retournés de RCA répartis entre les sous-préfectures de Paoua (58%), Bocaranga (18%), Ngaoundaye (9%), Kouï (9%), Bozoum (5%), et Bossem-télé (1%).

Les motifs de retour incluent premièrement une meilleure sécurité (57%), ensuite les raisons économiques (41%), puis la discrimination en zone de déplacement (1%) et enfin les raisons familiales (1%).

De manière plus spécifique, en dehors de la sous-préfecture de Paoua où plus de la moitié des retours sont motivés par les raisons économiques, les retours vers les autres sous-préfectures sont à plus de 60% associés à une meilleure sécurité. Des communautés seraient toujours en transit pour retour vers leurs zones d'origine,



en attendent une nette amélioration suite au renforcement du dispositif sécuritaire au niveau frontalier.

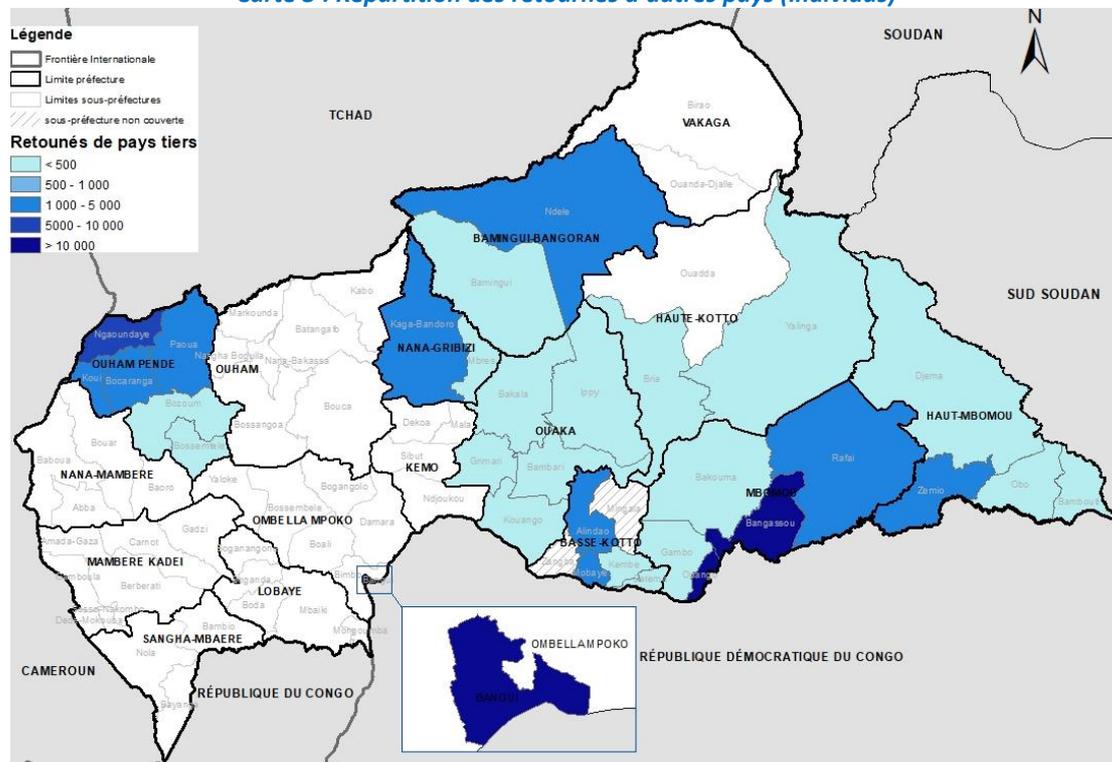
Impactant grandement les tendances au niveau national, le nombre de retours ont récemment considérablement augmenté : Alors que 3% des retours ont eu lieu entre 2013 et 2016, 24% des retours ont été comptabilisés en 2017, et 73% en 2018.

POPULATION RETOURNEE D'AUTRE PAYS

Un total de **107 724 retournés d'autres pays** (22 610 ménages) a été identifié dans les neuf (9) préfectures visées par ce round DTM. Cette catégorie comprend les personnes de nationalité centrafricaine qui avaient quitté la RCA du fait de la crise (migrants et réfugiés) mais qui sont depuis rentrés dans leur zone d'origine.

Cette population est en hausse d'environ 76 064 individus supplémentaire depuis le dernier round. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), en date du 1^{er} octobre 2018, environ 573 264 réfugiés Centrafricains seraient encore présents dans les pays voisins de RCA⁶. Ceci représente une baisse de 80 626 réfugiés depuis juin 2018, corroborant la hausse du nombre de retournés observés et présageant de potentiels retours additionnels à venir selon l'évolution des conditions sociopolitiques, sécuritaires et économiques dans les localités d'origine. La carte ci-dessous illustre la densité des populations retournée de l'étranger dans les 9 préfectures couvertes par la DTM.

Carte 3 : Répartition des retournés d'autres pays (individus)



La préfecture du Mbomou (57 050 individus) accueille un peu plus de la moitié des retours d'autres pays, suivi de l'Ouham-Pendé (19 629 individus).

Les personnes retournées de l'étranger proviennent essentiellement de trois pays : la République Démocratique du Congo (65 039 individus, 60%), le Cameroun (21 520 individus, 20%), et le Tchad (18 662 individus, 17%). Ces pays sont également les principaux pays d'asile des réfugiés Centrafricains.

⁶ <http://data2.unhcr.org/fr/situations/car?id=46>

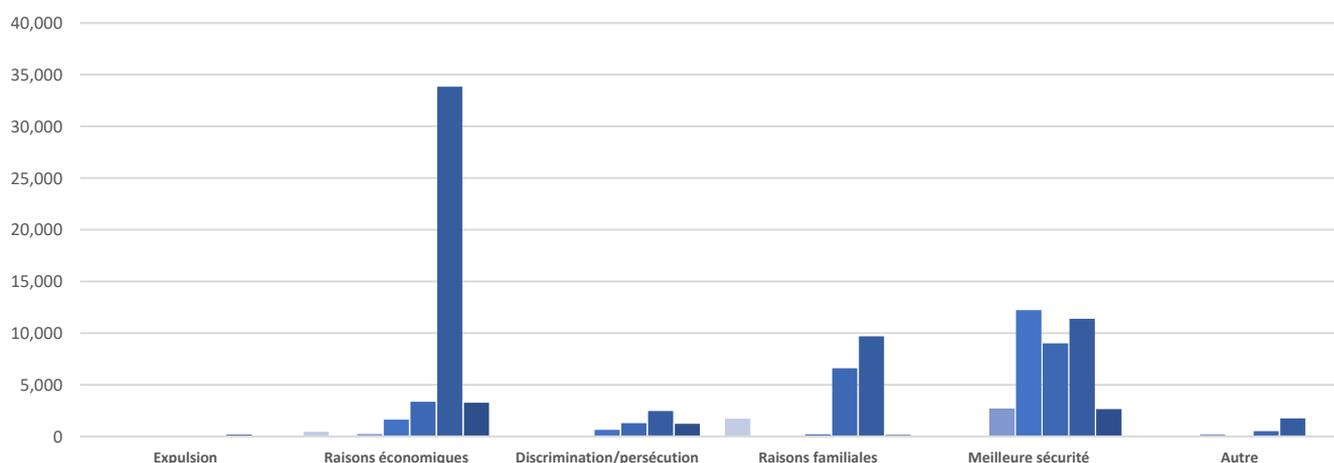
Tableau 2 : Nombre de retournés d'autre pays, par pays de provenance

Pays de provenance	Individus (#)	Individus (%)
République Démocratique du Congo	65852	61%
Cameroun	21530	20%
Tchad	19057	18%
République du Soudan	370	0%
Mali	335	0%
République du Congo	297	0%
République du Soudan du Sud	283	0%
Total	107 724	100%

Une faible proportion de retours est observée en 2013 et 2014 (2% du total). Ce faible pourcentage est expliqué par la forte insécurité et l'instabilité régnant dans le pays au cours de ces deux années. A partir de 2015, le nombre de retours depuis les pays étrangers a augmenté de manière linéaire : 3% en 2015, 13% en 2016, 19% en 2017, 55% de janvier à juillet 2018. Les retours après juillet 2018 représentent les 7% restant.

En comparaison au round précédent, les sous-préfectures de Zémio, Bangassou et Ndélé ont connu des variations dans leur population retournée d'autre pays, du fait qu'elles sont frontalières aux pays voisins. Cela explique le bouleversement observé de manière générale en comparaisons au round précédent⁷.

40% des retours de ce type sont liés aux besoins économiques, et 35% à l'amélioration de la sécurité. Les raisons familiales représentent 17% des motifs de retour. La discrimination / persécution dans les pays de provenance représente 5% des retours, tandis que 2% sont pour des raisons non spécifiées.

Graphique 5 : Motif de retour d'autres pays par année

La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les retournés d'autres pays pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

⁷ Tenir aussi compte que certaines zones n'avaient toujours pas été évaluées totalement (préfectures de Ouaka, Haute-Kotto, Haut-Mbomou).

Bamingui-Bangoran

1 729 Individus / 356 Ménages

La préfecture de Bamingui-Bangoran accueille 1 729 retournés de pays étrangers, majoritairement concentrés dans la sous-préfecture de Ndélé (99%). Une infime minorité (1%) réside également dans Bamingui.

98% sont en provenance du Tchad, la proximité frontalière se suffisant pour expliquer cette répartition.

La préfecture bénéficie d'une position stratégique comme pôle de commerce transfrontalier RCA/Tchad/Sud-Soudan, surtout en saison sèche. Cela justifie que les raisons économiques soient le motif majoritaire (44%) des flux en provenance d'autres pays. Les liens familiaux ont suscité 31% des retours d'autres pays, tandis que les situations de discriminations dans le pays d'asile auraient initié 16% de ce flux. Le facteur sécuritaire représente juste 1%, tandis que d'autres raisons non spécifiées représentent 7% de l'ensemble.

Dans l'ensemble, les retours de pays étrangers sont croissants depuis 2013. Ainsi 15% des retours ont eu lieu en 2016, tandis que la plus grande part des retours a pris place en 2017 (48%). 28% des retours ont été comptabilisés en 2018 (25% de janvier à juillet, et 3% d'août à septembre).



Bangui

17 435 Individus / 3 487 Ménages

Le 3e arrondissement de Bangui accueille 17 435 retournés en provenance d'autres pays. Avec les récents bouleversements survenus dans le 3e arrondissement de Bangui, plusieurs quartiers se sont vidés de leur population. 21 quartiers abritent les retournés de pays tiers, dont le quartier Sénégalais, Dombia 1, Yalao 1, Camerounais Nord et Camerounais Douala.

La majorité des retournés de pays étrangers proviennent du Tchad (50%), tandis que 46% avaient été déplacés dans l'est du Cameroun. Plus du deux tiers de ces retours ont pour cause à une amélioration de la sécurité, tandis que les raisons économiques représentent 10% des retours, et les raisons familiales 1% d'entre eux.

Enfin, 16% ont eu lieu en 2015, tandis que la majorité des retours (76%) ont eu lieu entre 2016 et 2017. Les retournés entre janvier et juillet représentent actuellement moins d'1%, car plusieurs seraient redéployés dans la préfecture à cause des récentes tensions survenues dans l'arrondissement. Sur les trois derniers mois les retours d'autre pays vers Bangui représentent 8% du total de l'arrondissement.



Basse-Kotto

4 128 Individus / 933 Ménages

Les sous-préfectures d'Alindao (66%), Mobaye (32%) et Satéma (1%) sont les seules qui hébergent les retournés d'autre pays, au sein de la préfecture de Basse-kotto.

La totalité de ces flux sont en provenance de la République Démocratique du Congo, principalement de la région de l'équateur. Les raisons avancées par les personnes retournées comprennent un meilleur sentiment de sécurité (50%) notamment dans les localités du sud de la préfecture, et les besoins d'ordre



économiques (42%). Les motivations familiales représentent 6% de ces flux, et 2% sont attribués aux cas de discriminations rencontrés pendant le déplacement.

La grande majorité des retours en Basse-Kotto (80%) s'est produite entre janvier et mars 2018. Auparavant les seuls cas de retour avaient été identifiés au début de la crise (11% des retours), et en 2017 (moins d'un pourcent).

Haute-Kotto

355 Individus / 83 Ménages

Dans la préfecture de Haute-Kotto, seule la sous-préfecture de Bria abrite des retournés de pays tiers (45% en provenance du Tchad, 37% de la république du Soudan, et 18% du Mali).

48% des retours de pays tiers ont eu lieu pour des raisons familiales, alors que 30% sont dus aux motivations économiques. 21% des retours ont quant-à eux été motivés par une meilleure sensation de sécurité. Ce dernier cas de figure serait issu du Tchad, tandis que les deux premiers seraient en provenance du Mali et de la république du Soudan.

Le nombre de retours a progressivement augmenté depuis 2016. Ainsi, le nombre de retournés en 2016 représente 21% de l'ensemble des mouvements de retour, celui de 2017 représente 24% des retours, celui de janvier-juillet 2018 représente 48% des retours, tandis que 7% des retours ont été enregistrés depuis août 2018.



Haut-Mbomou

4 644 Individus / 1 153 Ménages

Toute la Préfecture ayant été évaluée pour ce round DTM. Celle-ci comprend 4 644 retournés en provenance de pays tiers, répartis entre les sous-préfectures de Zémio (87%), Bambouti (5%), Djéma (5%), et Obo (4%).

Du fait de sa frontière sud avec la ville de Zapai en République Démocratique du Congo, les flux de retours en provenance de la RDC représente 89% des retours, le Soudan et le Soudan du Sud étant les pays de provenance des flux restants.

52% des retours de RDC sont essentiellement pour des raisons économiques (besoins d'échange et de meilleures conditions de vie pour subsister). Les retours suite aux actes de persécution représentent 17% de l'ensemble, tandis que les retours forcés (cas de déportation probable) représentent 2% du total. Les retours motivés par une meilleure condition sécuritaire qu'en zone de déplacement représentent 12%, et ceux pour des raisons familiales 11% du total.

Alors que 28% des personnes retournées sont retournées en 2017, près des deux-tiers (65%) des retours de pays tiers dans la préfecture ont eu lieu depuis le début de l'année 2018, à savoir 48% de janvier-juillet, et 17% dès août. Quelques cas de retours ont aussi eu lieu depuis 2015 et 2016 (7%).



Mbomou

57 050 Individus / 12 109 Ménages

La préfecture de Mbomou abrite environ 57 050 individus en provenance de pays tiers, et répartis entre les sous-préfectures de Bangassou (49%), Ouango (47%), Rafai(3%), et Gambo (<1%).

La presque totalité des retournés de pays étrangers dans la préfecture de Mbomou proviennent de la République Démocratique du Congo (plus particulièrement des



régions de l'Équateur, Bas-Uélé, Haut-Katanga, Nord Ubangui et Kasai-Central), tandis que les autres retournés reviennent de la République du Congo (< 1%).

80% du flux est enregistré depuis le début de l'année 2018, en comparaison à l'année 2017 qui comptabilise 17% du total de la préfecture. Le reste du flux serait répartis entre 2013 (3%) et 2015 (moins d'1%).

Les retours suites aux cas de discrimination subis dans le pays d'asile représentent 4% de l'estimation totale. Les raisons majeures de retours sont plus économiques (53%) et familiales (28%). Le reste des retours sont dus à un meilleur sentiment de sécurité qu'en pays d'asile (11%), et aux raisons non élucidées (3%).

Nana-Gribizi

1 934 Individus / 412 Ménages

La préfecture accueille 1 934 individus en provenance d'autre pays. La sous-préfecture de Kaga-Bandoro accueille 80% de ce flux, et Mbrès 20%.

Dans la Nana-Gribizi, le Tchad est le pays de provenance principal de cette catégorie de retours. 65% des retours sont attribués à la recherche de meilleures opportunités économiques qu'en pays d'asile. Plusieurs se plaignant des conditions difficiles seraient temporairement revenu en RCA, avec pour but le renforcement de liens familiaux. Les infiltrations de mercenaires armés depuis le Tchad, impose la crainte à la population frontalière sans protection officielle. La présence d'acteurs humanitaires dans le camp de réfugiés de Moyo au Tchad, permettant aux réfugiés de bénéficier d'assistances diverses, serait la raison de nouveaux départs (fin juillet). Cela explique la baisse du nombre total de retours dans la Nana-Gribizi.

Les mouvements de retours de 2017 représentent 36% de l'ensemble, contre 30% ayant eu lieu en 2018. Les deux-tiers des retours est motivé par des besoins économiques pour la subsistance (65%), tandis que la persécution en pays d'asile aurait engendré environs 32% du flux. 3% des retours sont pour des raisons pas clairement élucidées.

Le quartier Haoussa dans la commune de Kaga-Bandoro, ainsi que le quartier Socada, accueillent tous les deux plus de la moitié de cette catégorie de retours.



Ouaka

820 Individus / 162 Ménages

La préfecture de Ouaka accueille 820 individus retournés d'autres pays, répartis uniquement entre les sous-préfectures de Kouango (60%) et Bambari (40%).

Les pays de provenance incluent la RDC (60%), le Cameroun (31%), et le Tchad (9%).

Ces retours sont expliqués dans l'ensemble par de meilleures conditions sécuritaires dans ces lieux de retour qu'avant le déplacement (62%), ainsi que par des actes de persécution subis lors du séjour à l'étranger (37%). Les motivations économiques sont presque non mentionnées (1%). Depuis le dernier round, l'essentiel des retours sont uniquement attribués à la persécution en pays d'asile.



Ouham-Pende

19 629 Individus / 3 915 Ménages

La préfecture accueille 19 629 individus revenus de pays tiers, résidant actuellement dans les sous-préfectures de Ngaoundaye (44%), Kouï (19%), Bocaranga (19%), Paoua (13%), Bossem-télé (2%) et Bozoum (2%).



Cela fait une augmentation de près de 1 000 individus en comparaison au round précédent. Les retournés proviennent essentiellement du Cameroun (67%) et du Tchad (33%).

La majorité des retournés sont rentrés de l'étranger du fait d'une amélioration de la sécurité (67%), ou suite à la situation économique difficile en terre d'asile (22%). Les retours du fait de discriminations représentent 7%, et ceux liés aux raisons familiales 4%.

Alors que seuls 2% des retours ont été effectués de 2013 à 2016, le nombre de retours s'est accru de manière significative en 2017 (39%), pour atteindre 59% en 2018. Suite à une amélioration des conditions sécuritaires dans le Nord-Est de la sous-préfecture de Paoua, davantage de mouvements retours sont potentiellement à attendre dans les mois à venir.

HEBERGEMENT ET ABRI

63% de la population mobile (PDI et retournés confondus) identifiée dans la zone de couverture de ce round DTM réside en communauté d'accueil, contre 23% vivant sur des sites, 13% en location, et moins d'un pourcent dans des abris collectifs.

38 sites officiels ont été évalués lors de ce round DTM, portant à 9% la proportion de PDI vivant sur des sites⁸.

Sur l'ensemble des sites, 69% de ménages vivent dans des abris fait de paille ou de tôles, et 28% de ménages habitent sous des abris faits de bâches. Le reste des ménages vit soit sous un abri en dur, soit restent encore sans abris. Selon les groupes de discussions menés sur les sites, il s'avère que 10 sites sur les 38 auraient bénéficié des distributions de bâches par les ONG dans la période de Juillet et Septembre 2018, correspondant à la saison des pluies.

Les représentants de la communauté déplacée de 7 sites, ont manifesté un intérêt à recevoir un appui humanitaire dans la construction et la réhabilitation d'abris. Les PDI des sites sollicitent également plus d'informations sur un accompagnement potentiel aux retours, au travers d'initiatives humanitaires pour à la réhabilitation et reconstruction de leurs abris délabrés dans les zones d'origine.

Dans les communautés d'accueil, la plupart des abris abritant PDI ou retournés sont faits soit de paille/tôle (avec une prédominance d'abris en paille en dehors de Bangui), soit de bâches, soit en dur. La proportion de ménages sans abris n'est pas négligeable, surtout dans la préfecture de Haut-Mbomou.

Graphique6: Répartition de la population mobile par type d'abris (ménages)

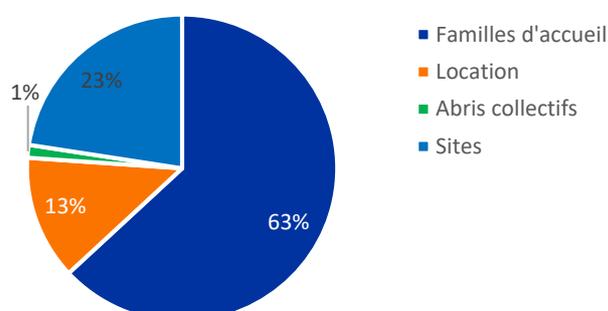


Tableau 2 : Distribution des ménages par type d'abris (matériel de construction)

Préfectures	Comités vigilance	Types d'abris accueillant PDI et retournés dans les localités évaluées			
		Paille/Tôle	Bâches	En dur	Sans abris
Bamingui-Bangoran	50%	97%	3%		
Bangui (3 ^e arr)	-	-	-	-	-
Basse-Kotto	-	-	-	-	-
Haute-Kotto	15%	85%	8%	2%	6%
Haut-Mbomou	51%	74%	8%	7%	11%
Mbomou	45%	85%	1%	4%	10%
Nana-Gribizi	59%	99%		1%	
Ouaka	14%	75%	10%	13%	2%
Ouham-Pendé	43%	93%		2%	5%

⁸ Cette proportion est uniquement pour les populations déplacées internes, pris sur le total de PDI identifiés ce round5 (y compris le site de Kongbo qui n'a pas été évalué à cause de la présence des éléments armés et des affrontements dans la zone). Il ne concerne en aucun cas toutes les populations mobiles.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste complète de la population déplacée par sous-préfecture

Préfectures	Sous-Préfectures	Personnes Déplacées Internes		Retournés de RCA		Retournés d'autres pays	
		Ménages	Individus	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Bamingui	462	2,410	665	3,374	3	20
	Ndélé	1,409	6,711	505	2,460	353	1,709
Bangui	Bangui	7,901	39,505	3,197	16,165	3,487	17,435
Basse-Kotto	Alindao	11,877	54,260	1,987	10,013	611	2,727
	Kembé	396	1,980	31	155	0	0
	Mobaye	54	212	1,242	5,761	310	1,340
	Satéma	2,478	7,593	302	1,511	12	61
	Bria	13,641	71,522	965	3,625	83	355
	Yalinga	628	3,170	527	2,673	0	0
Haut-Mbomou	Bambouti	131	659	0	0	46	230
	Djéma	658	1,957	96	648	24	212
	Obo	6,047	28,531	54	272	35	178
	Zémio	3,515	14,471	1,497	6,094	1,048	4,024
Mbomou	Bakouma	814	4,110	316	1,527	0	0
	Bangassou	9,788	47,691	10,798	52,512	6,116	28,477
	Gambo	757	3,783	1,338	7,143	11	65
	Ouango	1,815	8,173	3,474	17,696	5,586	26,941
	Rafai	3,060	12,974	1,644	7,417	400	1,589
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	22,420	106,329	12,680	63,992	314	1,539
	Mbrès	2,518	12,071	1,373	6,760	98	395
Ouaka	Bakala	72	360	69	345	0	0
	Bambari	15,816	80,159	1,013	5,098	64	330
	Grimari	112	565	0	0	0	0
	Ippy	2,184	10,670	132	660	0	0
	Kouango	34	158	14	30	98	490
Ouham Pendé	Bocaranga	785	3,986	3,269	16,499	743	3,704
	Bossem-télé	20	103	117	654	90	453
	Bozoum	87	432	979	4,794	104	490
	Koui	296	1,513	1,632	8,238	752	3,821
	Ngaoundaye	359	1,834	1,755	8,802	1,699	8,629
	Paoua	3,918	18,892	11,073	54,900	527	2,532
		114,052	546,784	62,744	309,818	22,614	107,746

Annexe 2 : Liste complète de la population déplacée sur les sites

Préfecture	Sous-préfecture	Commune	Sites	Personnes Déplacées Internes	
				Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Ndele	Dar-El-Kouti	Site Cité de la paix (Tiri)	80	428
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Afaps	25	125
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Elim	484	2438
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Mission Catholique	6231	21798
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site PK3	95	475
Basse-Kotto	Alindao	Bakou	Site Kongbo	1375	6840
Basse-Kotto	Alindao	Bakou	Site Ecole Elim	45	223
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 3	95	506
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Hôpital Régional (Bria)	60	97
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Eglise catholique (Bria)	189	945
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site PK3 (Bria)	9210	48115
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 1	78	170
Haute-Kotto	Yalinga	Yalinga	Site sous-préfecture Yalinga	43	282
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Gambo	55	378
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Zémio	484	1850
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Communauté Peuhl (Boyo)	32	189
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Mboki	1076	4544
Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	Site Gendarmerie Zémio	276	930
Mbomou	Bangassou	Bangassou	Site Petit Seminaire	425	1546
Mbomou	Rafai	Rafai	Site Aim	183	1228
Mbomou	Rafai	Rafai	Site A	349	1329
Mbomou	Rafai	Rafai	Site B	467	2712
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivaï-Pamia	Site Kaba	69	268
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Minusca	2964	12204
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Lazaret	1905	7419
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Mbella	652	1362
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Aviation	945	5092
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Elevage	2200	11080
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Alternatif (Misca)	1529	7645
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Notre Dame De Victoire	606	3030
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Minusca PK8	374	1870
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Cotonnerie	77	385
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Sangaris	2052	10261
Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	Site Eglise catholique	1002	5012
Ouaka	Bambari	Ngougbia	Site Maitrise (Club)	2814	14071
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Maloum	1044	5220
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Pladama Ouaka	512	2560
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Tagbara	655	3275
Ouaka	Ippy	Ippy	Site Catholique	2184	10670

Annexe 3 : Liens vers les pages RCA des sites de la DTM

Les produits DTM de la RCA, sont disponibles sur l'un des liens ci-dessous :

<https://displacement.iom.int/central-african-republic>
<http://www.globaldtm.info/fr/central-african-republic/>

Aussi, les profils de chacun des sites évalués est accessible sur le lien ci-dessous :

https://drive.google.com/drive/folders/1ZnKnW5_3yqpuJoVe5mXNb5CVTEEn-lqJv

Pour tout commentaire ou contact, veuillez laisser votre mot à l'adresse : DTMRca@iom.int